MOIS DE LA SENSIBILISATION À L'ONCOLOGIE DE PRÉCISION 2026

DIFFÉRENCES PROVINCIALES

Les différences provinciales reflètent une mise en œuvre fragmentée

Au Canada, l'enjeu ne se limite pas à l'existence des tests de biomarqueurs. Il concerne aussi leur évaluation, leur financement, leur organisation et leur intégration aux soins courants. L'Agence des médicaments du Canada constate que les approches d'évaluation et de mise en œuvre varient d'une administration à l'autre, ce qui peut contribuer à des différences dans la disponibilité des tests et la rapidité d'accès. (1)

L'Association canadienne des agences provinciales du cancer indique également que les tests génomiques moléculaires ne sont pas intégrés de façon uniforme à la pratique courante, notamment en raison de différences d'accès, de normes et de processus décisionnels. Ces constats appuient une lecture axée sur la fragmentation de la mise en œuvre, plutôt qu'une simple distinction entre provinces qui « offrent les tests » et provinces qui ne les offrent pas. (2)

Points de discussion

1. La mise en œuvre ne se résume pas à une décision de financement.
Une évaluation canadienne publiée recense plusieurs conditions nécessaires à l'adoption des tests génétiques et génomiques : évaluation, financement, planification des ressources et de la main-d'œuvre, systèmes d'information, renseignements sur la prescription des tests, formation et coordination des services. Des progrès dans un domaine ne démontrent pas que l'ensemble du parcours est prêt. (3)

2. Les provinces développent ces conditions à des rythmes différents.

'évaluation publiée en 2026 relève des progrès depuis une première analyse réalisée en 2023, mais aussi des approches et des rythmes de développement différents. Ses constats ont été validés auprès d'informateurs clés en juin 2025. Il faut donc les présenter comme une évaluation datée, et non comme un répertoire actualisé des services provinciaux.(3)

3.Les exemples provinciaux permettent de dégager des pistes d'apprentissage, pas un classement général.

Province	Constat rapporté dans l'évaluation
Ontario	Le programme provincial de génétique a soutenu la coordination, la planification des ressources, la publication de répertoires de tests et la formation.
Terre-Neuve-et-Labrador	La province disposait d'un processus public de proposition de nouveaux tests, comprenant des critères et des échéanciers.
Québec	L'évaluation a relevé une approche de financement comprenant une formule claire et un soutien au développement des tests et aux ressources humaines.

Ces exemples concernent des fonctions précises de mise en œuvre. Ils ne démontrent pas qu'une province offre systématiquement un meilleur accès pour tous les cancers, tous les biomarqueurs ou toutes les personnes. (3)

Des parcours d'accès plus clairs sont nécessaires
L'évaluation relève des lacunes dans la transparence des processus d'évaluation, l'exhaustivité des renseignements sur les tests et les ressources d'orientation destinées aux professionnels. Elle identifie également des défis persistants en matière d'intégration des systèmes d'information et de financement. (3)

La coordination n'exige pas des modèles de prestation identiques
La communauté de pratique pancanadienne en génomique du cancer réunit l'Agence des médicaments du Canada, le Partenariat canadien contre le cancer et les agences provinciales du cancer par l'intermédiaire de leur association. Elle favorise le partage d'expertise et travaille sur les différences d'accès, de normes et de processus décisionnels. Elle constitue ainsi une base de collaboration existante.(2)

L'évaluation doit être reliée à l'adoption
Les documents publiés par l'Agence des médicaments du Canada au sujet de son comité consultatif décrivent un cadre consensuel visant une évaluation plus uniforme, efficace et transparente, afin d'éclairer les décisions d'adoption ou de financement. Cette démarche d'évaluation ne démontre pas que les écarts de mise en œuvre provinciaux sont déjà résolus..(1)

Demandes proposées pour le plaidoyer
Il s'agit de propositions de politiques fondées sur les constats publiés, et non d'engagements déjà pris.

- Publier des parcours de tests accessibles : indications, admissibilité, modalités de prescription, mécanismes d'acheminement et délais prévus.
- Rendre les processus d'évaluation et d'adoption transparents, avec des responsabilités, des critères et des échéanciers clairs.
- Prévoir un financement durable de la mise en œuvre, notamment pour le développement des tests, la main-d'œuvre, l'assurance qualité et les systèmes d'information.
- Mieux coordonner les décisions relatives aux tests, les parcours de traitement et la planification des services.
- Associer les patients, les proches aidants, les cliniciens et les professionnels de laboratoire à la définition des priorités et au suivi des progrès.
- Mesurer la mise en œuvre au moyen d'indicateurs clairement définis, plutôt que s'appuyer uniquement sur les annonces ou la disponibilité des tests.

Précautions d'interprétation

- Cette note ne constitue pas un répertoire provincial de couverture des tests.
- L'étude de 2026 porte sur les tests génétiques et génomiques au sens large, et non uniquement sur les biomarqueurs tumoraux.
- Elle combine une revue de la littérature et des entretiens avec des experts. Ce n'est pas un audit de chaque laboratoire ou parcours de soins.
- Ses auteurs précisent que l'efficacité et l'efficience de la prestation des services dépassaient la portée de l'étude.
- Une information publique incomplète ne prouve pas qu'un test est indisponible. Toute affirmation chiffrée sur les conséquences cliniques nécessiterait des données supplémentaires.

Pour que l'accès devienne une priorité.

Mobilisez vous pour un meilleur accès aux tests de biomarqueurs et à l'oncologie de précision partout au Canada. Communiquez avec votre député provincial, territorial ou fédéral, **envoyez une lettre** (P/T ou F) ou racontez ce que l'accès aux soins, ou les obstacles rencontrés, a changé pour vous. Votre témoignage peut aider à mettre en lumière les conséquences humaines des décisions politiques et budgétaires. **Contactez nous** pour discuter des façons de faire entendre votre voix.